Alternative Insurance Company

RAPPORT ANNUEL 2018

MOINS DE PROBLÈMES PLUS DE SOLUTIONS

AIC Alternative Insurance Company

TABLE DES MATIÈRES

6 MESSAGE DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

11 CONSEIL D´ADMINISTRATION

12 ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018 – PAR KESNER PHAREL

17 TROIS FAITS MARQUANTS DE L'INDUSTRIE DES ASSURANCES EN HAÏTI

21 LETTRE D´AUDIT

23 RAPPORT FINANCIER

27 INDICATEURS SOCIAUX

29 NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LE SECTEUR

SYNERGIE

Le mot vient de la Grèce ancienne *synergia*, qui signifie

TRAVAILLER ENSEMBLE.

En langage d'affaire, la synergie correspond à la capacité de créer des liens entre plusieurs unités fonctionnelles qui, en combinant leurs efforts et leur vision, obtiennent plus qu'elles ne le peuvent séparément, créant ainsi une valeur ajoutée.

Olivier Barrau | PDG

MESSAGE DU PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL

Chers Actionnaires, chers Partenaires et chers Clients,

En revisitant les événements qui se sont déroulés au cours de cette année, nous pensons, sans surprise, que ce fut une période pleine de défis, tant pour notre entreprise que pour notre Pays. Nous avons été confrontés à l'incertitude politique, aux commotions civiles à la détresse sociale, et avons navigué à travers les écueils de mesures déconcertantes qui n'ont fait qu'aggraver notre situation économique déjà désastreuse. Nous ne nommons là que quelques-uns des chocs de l'année. Ce fut effectivement des moments qui, une fois de plus, ont mis à l'épreuve notre Histoire de Nation, de Peuple, et d'Entrepreneurs.

En tant que société commerciale, nous avons développé une compréhension de l'importance de construire de fortes synergies dans le secteur financier, par l'intermédiaire desquelles nous sommes parvenus, une fois encore, à atteindre des résultats positifs pour nos actionnaires. En dépit des nombreuses turbulences et des temps difficiles, AIC, année après année, continue d'élargir sa part de marché, avec plus de 2000 nouveaux détenteurs de police en 2018, principalement dans nos portefeuilles d'assurance santé et de biens.

En plus des commotions politiques et sociales, la dépréciation rapide de la gourde, qui a atteint un plancher record vis-à-vis du dollar au cours de ces derniers mois, a causé le déraillement des activités économiques à travers tous les secteurs ; l'industrie de l'assurance et la AIC n'en ont pas été exemptes.

Comment la situation économique impacte-t-elle nos résultats ?

En dépit de la croissance rapportée dans le nombre de détenteurs de police, il est important de signaler qu'AIC génère approximativement 40% de ses revenus en gourdes. Notre monnaie nationale a connu une dépréciation accentué de plus de 11.6% au cours de la dernière année fiscale, chutant de 62.69 HTG a 69.67 HTG pour 1 USD. L'effet général de cette dépréciation sur nos résultats financiers est accentuée du fait qu'un grand nombre de nos obligations, y compris nos primes de réassurance, restent en dollars.

Nos résultats en 2018, incluant les ratios financiers clés, sont un rappel incontestable que nous continuons de travailler tout en maintenant une approche rigoureuse et disciplinée de la gestion financière, en dépit des temps difficiles. Nous sommes parvenus à réduire nos coûts et nos ratios de dépenses de 2.5% par rapport à l'année précédente, tout en maintenant une croissance du nombre de détenteurs de police.

Les émeutes de juillet 2018 ont entraîné un nombre important de réclamations totalisant 2,680,882.18 USD pour notre portefeuille d'assurance de biens, et quelques 20 millions de gourdes pour notre portefeuille d'assurance vie. Tout ceci pour un total de près de 3 millions de dollars américains de réclamations. Grâce à nos couvertures solides de réassurance, notre sortie nette de fonds s'est limitée à 875, 000.00 USD, ce qui représentent tout de même une part importante des profits bruts pour la période. Grâce à une connaissance des facteurs de risques dans notre Pays, et à de saines pratiques de gestion, la AIC, a été capable d'effectuer plusieurs investissements stratégiques qui deviennent de plus en plus profitables, permettant à notre entreprise de générer des revenus hors-exploitation additionnels, contribuant ainsi à sa solvabilité.

Pourquoi la Synergie des Affaires est-elle importante pour la AIC ?

Nous continuons d'œuvrer pour l'amélioration de notre collaboration avec d'autres institutions financières. Et nous continuerons à renforcer nos alliances commerciales avec nos sociétés soeurs ainsi avec d'autres institutions, pour offrir aux Haïtiens des solutions financières plus intégrées, plus diversifiés, et plus accessibles.

À la AIC nous sommes convaincus qu'il est possible de surmonter les contraintes que nous posent les circonstances, et que ces alliances ne sont viables que grâce à la vision partagée par l'ensemble de nos sociétés sœurs, quant au rôle qu'elles jouent, et aux responsabilités qu'assume le secteur financier dans notre Pays.

En alignant nos ressources, nos idées et nos valeurs avec ceux de nos partenaires, nous augmentons la faisabilité du développement et des bénéfices générés par nos outils financiers pour toutes les couches de la population. Nous nous assurons de maintenir la rentabilité et la santé de notre performance financière, pour que notre entreprise subsiste dans un environnement aussi complexe que le notre.

Voilà déjà un an que nous avons emménagé dans notre nouveau siège social ; nous pouvons célébrer toutes les grandes initiatives prises pour construire et assurer la continuation d'une collaboration dynamique, force motrice de notre équipe. De plus, des partenariats stratégiques, de meilleures synergies autour de nos diverses ressources, nous permettent de développer de meilleures technologies pour l'amélioration de la mobilité et de l'efficience de nos services. En conséquence, nous avons pu réduire nos coûts d'exploitation dans divers domaines de fonctionnement avec les innovations appropriées, tout en continuant à consolider nos valeurs pour construire et perpétuer une culture d'entreprise forte.

Quelle est notre approche de la Technologie ?

L'expérience des clients et l'accès à la technologie sont en train de devenir de plus en plus complémentaires, dans un monde de plus en plus numérique. L'investissement dans les technologies appropriées peut devenir un grand défi dans ce secteur d'activité. La numérisation du secteur des assurances est imminente, et nous nous sommes engagés à agir le plus vite que possible, pour garantir l'excellence de l'expérience AIC de tous nos clients, actuels et futurs. Nous voulons parler d'interactions significatives de produits et de solutions adaptées, et également de l'amélioration de l'accessibilité grâce à une approche mobile.

Quel est notre Engagement ?

La principale source de notre succès réside dans nos stratégies commerciales, que continue de sous-tendre la détermination de nos 128 collaborateurs, nous nous tenons tous prêts à toujours fournir un service de qualité exceptionnelle. Le personnel expérimenté et talentueux de la AIC à toujours été prêt à s'adapter et à évoluer pour répondre aux besoins de nos clients, et l'année qui vient de s'écouler n'a pas été différente, qu'il s'agisse d'un individu qui soumet une réclamation suite à un accident, ou en entrepreneur souhaitant faire démarrer sa start-up. Nous sommes très reconnaissants envers tous nos collègues pour cet engagement.

Haïti est certainement un environnement imprévisible, mais la AIC est là, et reste fermement déterminée à servir ses clients quand ils sont rendus vulnérables par des situations qui échappe à leur contrôle. La AIC continuera d'honorer ses promesses, surtout pendant ces périodes de turbulence, et continuera d'œuvrer pour que nous puissions encore mieux renforcer les volets qui sont pour nous une priorité : vision et orientation commerciale, amélioration constante de nos capacités, et construction de synergies en affaires qui nous permettent de circonvenir les obstacles imprévisibles sur le court-terme.

Guidé par les piliers que nous avons construits de manière réfléchie et décisive depuis la fondation de notre entreprise en 2001, notre regard reste résolument tourné vers l'avenir en sachant que quoique le chemin soit parfois scabreux, la route reste néanmoins tracée, et le voyage ainsi que la destination valent l'effort.

Olivier Barrau
Président Directeur Général

CONSEIL D´ADMINISTRATION

- Reaseguradora Patria représenté par
  Mme. Laurence Wattraint
- Mme. Julie Kennedy, Secretary, Membre
- M. Patrick Thebaud, Membre
- M. Harrison Sapru, Trésorier
- M. Olivier Barrau, Président
- M. Jacques Villejoint, Membre
- Banque Nationale de Crédit représenté par
  M. Robert Pardo, Membre
- Mme. Nathalie Barrau, Premier Vice-Président
- M. Jean-Philippe Dufort, Deuxième Vice-Président
- Mme. Alexandra Brun, Conseiller Juridique

ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2018

PAR KESNER PHAREL

L'économie haïtienne a affiché, pour la quatrième année consécutive, une faible croissance en termes réels du Produit intérieur brut (PIB) – 1.5 % contre 3.9% prévu antérieurement - un niveau proche du taux de croissance démographique du pays. En fait, le taux moyen de croissance du PIB, durant les quatre derniers exercices fiscaux, est de seulement 1.3%, un niveau inférieur à l'accroissement annuel de la population. Un tel déséquilibre entre les croissances économique et démographique a facilité le maintien des pressions inflationnistes – plus de 10% - au cours des trois dernières années, influençant ainsi de façon considérable le pouvoir d'achat déjà très faible d'un grand nombre de familles.

La décision adoptée par le gouvernement d'exiger que toutes les transactions soient faites en gourdes au niveau de l'économie nationale avait causé des doutes du côté des agents économiques et donné lieu à la dépréciation continue de la gourde haïtienne par rapport aux devises internationales comme le dollar américain, l'euro et le peso dominicain. Cette dépréciation a alimenté les pressions inflationnistes soutenues, d'autre part, par un important financement monétaire du déficit budgétaire qui a atteint un niveau record, proche de 25 milliards de gourdes.

Les troubles politiques enregistrés dans le pays au début du mois de juillet 2018 ont provoqué le retrait du projet de loi des finances déposé au Parlement une semaine plus tôt. Les longues tractations politiques qui ont duré quelque trois mois pour la mise en place d'un nouveau gouvernement après la démission du Premier ministre, Jacques Guy Lafontant, ont causé des attentes négatives du côté des investisseurs locaux, affectés déjà par la hausse du loyer de l'argent résultant d'une politique restrictive des autorités monétaires. Ainsi, le retard observé dans l'adoption par le Parlement du nouveau gouvernement a forcé ce dernier à entamer l'exercice fiscal 2018-2019 sans un nouveau budget qui tient compte des priorités de la nouvelle administration. C'est ainsi que le budget rectificatif adopté en septembre 2019 a été reconduit tacitement et en exécution au cours du premier trimestre de l'exercice fiscal 2018-2019 (octobre-décembre 2018), ce qui devrait affecter la croissance économique prévue pour l'année 2019.

Faible performance économique en 2018

Pour la quatrième année consécutive, la croissance économique en Haïti est inférieure à 2%, une variation beaucoup trop faible pour répondre à la demande d'une population évoluant au rythme soutenu de 1.5% l'an. Prévu à 3.9% dans la loi des finances de l'exercice fiscal 2017-2018, le taux de croissance du PIB a finalement atteint le niveau de 1.5%, selon un rapport publié par l'Institut haïtien de statistiques et d'informatique (IHSI) (voir graphique #1). Les analystes de cette institution ont indiqué que les secteurs Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et Autres Services non Marchands ont affiché les meilleures performances en 2018 avec des progressions respectives de 2.1% et 2.4% par rapport à l'année précédente. Les résultats obtenus au niveau des BTP sont dûs à la réalisation de travaux d'infrastructures dans certaines régions du pays.

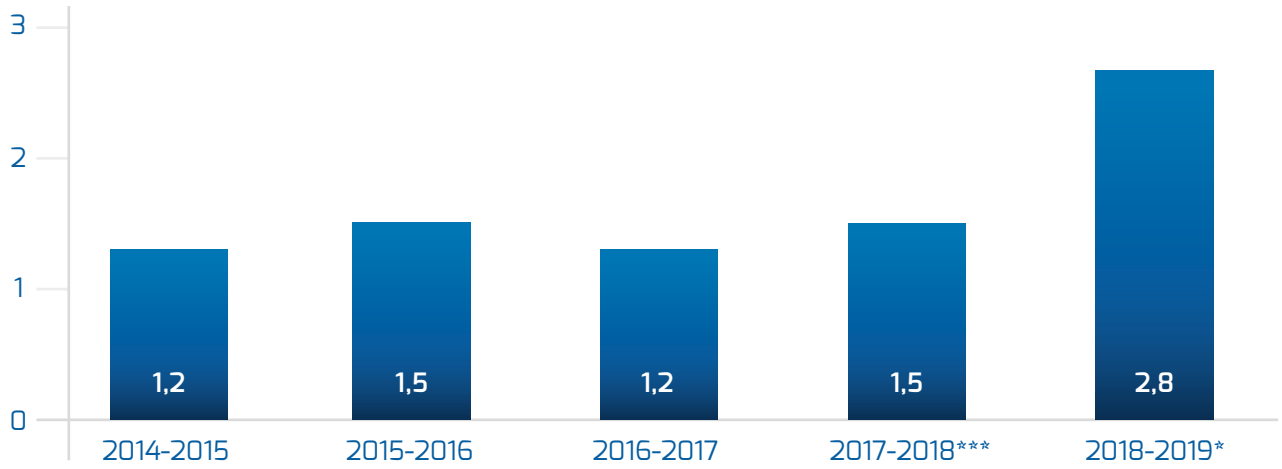
Accusant une valeur ajoutée de 1 milliard et 308 millions de gourdes au cours de l'exercice fiscal 2017-2018, le secteur Industries manufacturières a crû de 1.2% par rapport à l'exercice précédent. La performance au niveau de ces industries a été soutenue par le sous-secteur Textiles, Habillements et Cuirs (1.4%) qui a bénéficié de la dépréciation de la gourde avec une augmentation des exportations.

Les secteurs Agriculture, sylviculture, élevage et pêche, Transport et communication et Commerce, restaurants et hôtels ont évolué autour du niveau de 1% de croissance. Ces trois secteurs qui représentent plus 50% du PIB, particulièrement les deux derniers, ont été affectés par les multiples manifestations politiques et blocages de routes enregistrés au cours de l'année 2018. Quant à l'Agriculture, elle a été épargnée de désastres naturels en raison d'une saison cyclonique assez clémente. Toutefois, la richesse créée dans ce secteur qui constitue la principale source d'emplois dans l'économie haïtienne est loin d'être suffisante. Au cours des deux dernières années, le taux moyen de croissance dans le secteur agricole est inférieur à 1%, expliquant en partie les pressions inflationnistes.

Le secteur Électricité et Eau affiche une nette stagnation au cours des cinq derniers exercices fiscaux, restant en dessous du niveau de 75 millions de gourdes de valeur ajoutée. Les mauvaises performances notées dans ces deux secteurs vitaux pour la compétitivité de l'économie nationale constituent de sérieuses contraintes pour la croissance économique et la prospérité.

Graphique 1

Évolution du taux de croissance (PIB) (En %)



Source: IHSI - Notes : *** Estimations/* Prévisions

Des « déficits jumeaux » importants en 2018

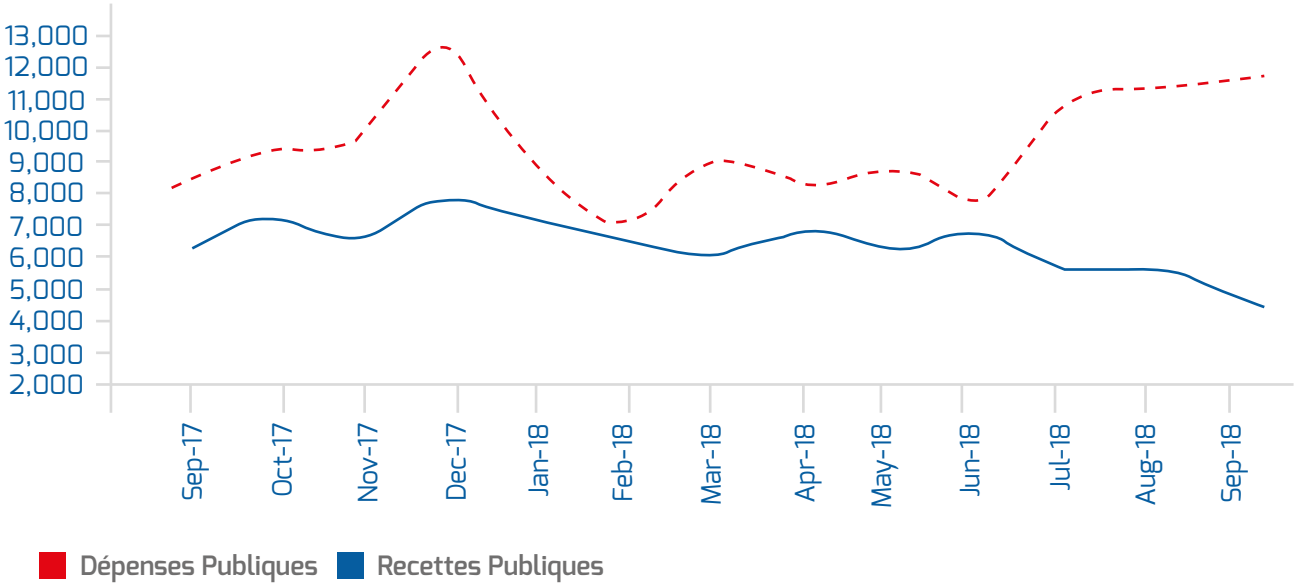
En dépit de l'adoption du système de « cash management » par les autorités financières et monétaires pour éviter un dérapage au niveau des finances publiques, un déficit budgétaire record a été enregistré en 2018. Le gouvernement a fait face à un important manque à gagner au niveau des taxes sur les produits pétroliers. En effet, la tentative du gouvernement de modifier à la pompe les prix de l'essence avait causé des manifestations violentes provoquant le retrait de la mesure. Les dépenses publiques ont été maintenues toutefois à la hausse atteignant le niveau de 12 milliards de gourdes, tandis que les recettes ont connu une chute substantielle, après les pertes considérables enregistrées au niveau de plusieurs entreprises privées à l'occasion des manifestations violentes des 6, 7 et juillet 2018, pour se retrouver autour de 5 milliards de gourdes à la fin de l'exercice fiscal 2017-2018 (voir graphique #2).

L'aggravation du déficit budgétaire, financé par la Banque Centrale, a contribué à la dépréciation continue de la gourde haïtienne par rapport au dollar américain. A rappeler que le gouvernement avait adopté en mars 2018 une mesure visant à la réalisation en monnaie locale des transactions effectuées au niveau de l'économie nationale. Cette mesure qui n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés a été annulée à la fin de l'exercice fiscal causant ainsi des anticipations négatives au niveau du marché local des changes.

La nette dépréciation de la gourde par rapport aux devises internationales n'a pas facilité une forte augmentation des exportations des biens et services estimées à quelque 1.5 milliards de dollars américains, alors que les importations sont estimées à plus de 5.5 milliards de dollars américains. Les autorités monétaires ont reconnu que la forte monétisation du déficit budgétaire a contribué à l'augmentation des importations des biens et services dans l'économie haïtienne en 2018.

Graphique 2

Recettes et Dépenses publiques (en millions de gourdes)



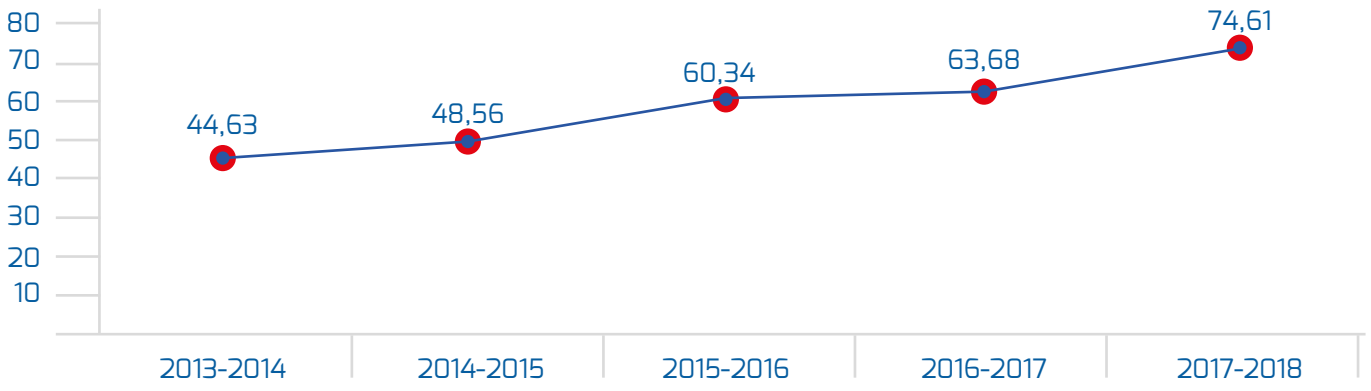
Source: MEF

Liens étroits entre dépréciation et Inflation

La gourde haïtienne a connu une année très difficile par rapport aux devises internationales. Elle s'est dépréciée de façon continue sur le marché local des changes. Elle a connu en fait une dépréciation de plus de 17% en septembre 2018 par rapport à septembre 2017 (voir graphique #3). Les analystes attribuent, en partie, cette situation aux décisions prises par le gouvernement d'exiger, dans un premier temps, que les transactions réalisées dans l'économie nationale soient faites exclusivement en monnaie locale puis d'annuler cette mesure dans un second temps. Ceci a affecté la confiance des détenteurs de gourdes et encouragé ainsi des mouvements spéculatifs sur le marché des changes. Le resserrement de l'étau monétaire du côté de la Banque Centrale et les interventions de cette dernière pour limiter la dépréciation de la monnaie locale n'ont pas donné les résultats escomptés par les autorités monétaires. En outre, l'accélération du déficit budgétaire, au cours du dernier exercice fiscal, supporté par le financement de la Banque Centrale, a favorisé un accroissement de la quantité de gourdes en circulation chassant la quantité insuffisante de devises internationales générées par l'économie à travers les exportations, les investissements directs étrangers, les visites touristiques... La dépréciation aurait pu être plus importante si les transferts de devises sans contrepartie n'avaient pas maintenu un rythme de croissance soutenu, soit plus de trois milliards de dollars américains. La bonne performance de l'économie américaine a permis aux résidents haïtiens aux États-Unis de réaliser des transferts aux membres de leur famille en Haïti.

Graphique 3

Évolution du Taux de Change (2014-2018) (En gourdes)



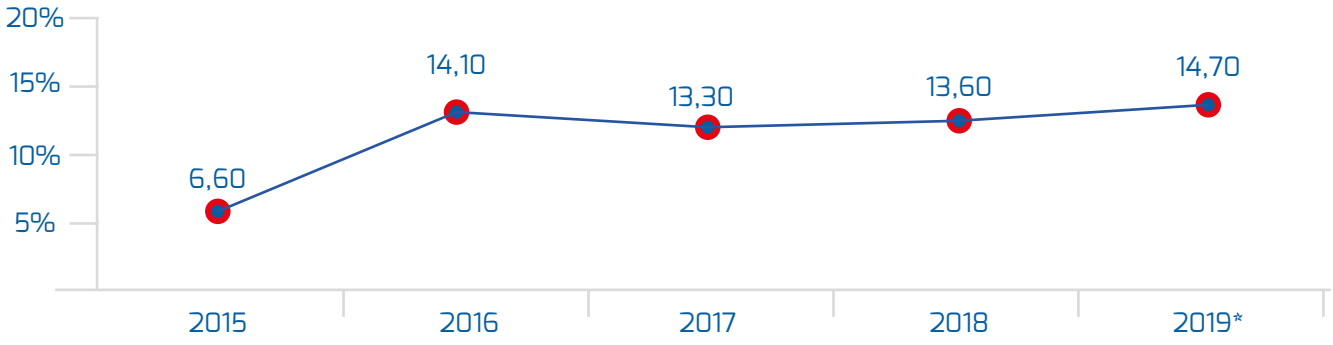
Source: BRH

Les multiples déséquilibres notés en 2018 dans l'économie haïtienne ont été exprimés à partir de l'indicateur inflationniste. En effet, le taux d'inflation est resté proche du niveau de 15% qui a affecté considérablement le pouvoir d'achat des familles haïtiennes dont une grande majorité vit en situation de pauvreté et d'extrême pauvreté (voir graphique #4). Les pressions inflationnistes

maintenues sont le résultat de la faible croissance de la production nationale, particulièrement au niveau du secteur agricole, et de l'impact de la nette dépréciation de la monnaie locale par rapport aux monnaies internationales. Cette dépréciation a renchéri les prix des produits importés au niveau de l'économie nationale et a renforcé la situation de pauvreté dans le pays.

Graphique 4

Évolution du taux d'Inflation (2015-2019) (En pourcentage)



Source: IHSI - Notes : * Prévision

Responsables de la stabilité des prix dans l'économie nationale, les autorités monétaires ont adopté une politique très restrictive en essayant de limiter les capacités des banques commerciales non seulement à intervenir sur le marché local des changes mais aussi à influencer le crédit privé. En augmentant les taux directeurs, les autorités ont influencé négativement l'économie avec l'accroissement du loyer de l'argent. Le maintien du taux d'inflation à un niveau élevé dans l'économie au cours des quatre dernières années, provoquant ainsi le relèvement des taux d'intérêt, ont influencé négativement la compétitivité d'Haïti par rapport à ses principaux partenaires commerciaux (États-Unis et République Dominicaine) qui affichent des taux d'inflation et des taux d'intérêt nettement inférieurs. La faible compétitivité empêche toute relance de l'économie haïtienne et sa capacité à créer des emplois décents pour réduire la pauvreté et l'extrême pauvreté.

TROIS FAITS MARQUANTS DE L'INDUSTRIE DES ASSURANCES EN HAÏTI

En Haïti la culture d'assurance n'est pas implantée dans notre réalité. Par reflexe nous nous tournons vers l'épargne et le crédit pour répondre aux chocs, ce qui entraine un appauvrissement de la population avec la répétition des risques auxquels nous sommes tous exposés.

En dépit de ce sombre tableau, nous avons observé au cours de ces dernières années trois faits marquants qui prouvent que l'industrie de l'assurance a quand même fait des pas importants au niveau de l'économie nationale:

Système d'Informations

A travers le monde la technologie permet d'améliorer de plus en plus les outils de communication et de gestion d'informations. Haïti n'est pas une exception et l'industrie des assurances tant publiques que privées se mettent à jour pour répondre aux besoins de plus en plus complexes des clients.

Au niveau des assurances publiques l'Office d'Assurance Véhicules Contre Tiers (OAVCT), l'Office National d'Assurance-Vieillesse (ONA) et l'Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité (OFATMA) ont informatisé leur système de gestion et certaines ont même développé des plateformes en ligne pour permettre aux clients d'effectuer différentes transactions.

Pour les assureurs privés le besoin de mieux connaître leurs clients, de réduire leurs coûts d'opérations, de trouver de nouveaux canaux de distribution, d'améliorer les rapports, et de faciliter leurs transactions, les a poussés à trouver les meilleurs systèmes possibles tout en restant rationnels par rapport aux réalités de notre marché.

Aujourd'hui les systèmes informatiques des assureurs privés, permettent, entre autres :

L'accès à des produits et services à partir des téléphones mobiles

L'accès en ligne à des produits et services

La virtualisation totale de leur centre informatique et de leurs postes de travail

Le mapping de leur exposition, via la géolocalisation des risques, sur le territoire national en temps réel

Ces avancées, pas à pas, nous placent sur l'échiquier international et nous permettent d'avoir une meilleure maîtrise de nos opérations et de nos risques. Cependant, chaque compagnie tant publique que privée a son propre système. Notre recommandation c'est qu'on puisse avoir une plateforme centralisée qui permette à ces systèmes de communiquer entre eux pour obtenir les données agrégées, ainsi permettant une meilleure mitigation des risques du marché, le profil global des risques et développer une tarification plus juste.
Le progrès informatique ne s'arrête pas, nous aussi au niveau de l'industrie des assurances en Haïti nous devons continuer sans cesse à faire évoluer nos systèmes pour l'adapter à notre réalité.

Développement de nouveaux canaux de distribution

L'assureur n'attend pas que les clients viennent à lui, il démarche les clients potentiels tout en identifiant leurs besoins. Cependant, le coût de la prospection et de déploiement d'un réseau de succursales est exorbitant. En conséquence, les assureurs doivent donc innover pour trouver de nouveaux canaux de distribution et de collecte des primes. Depuis tantôt dix ans la bancassurance s'est introduite en Haïti permettant d'avoir dans un même espace tous les services bancaires et assurances, une formule gagnante - gagnante pour les trois parties : la banque – le client et l'assurance. Aujourd'hui cette formule s'installe et se confirme en Haïti au point que les quatre plus grandes banques du système bancaire haïtien se positionnent et se renforcent chaque jour davantage avec la bancassurance : deux ont un contrat de commercialisation et deux ont leur propre licence d'assurance. Également, la succursale virtuelle ou la vente en ligne ou à travers des smartphones fait son entrée sur le marché. Atteindre le client là où il est, l'assurance en un clic ou dans la paume de votre main, l'expérience est belle et bien faite en Haïti, mais l'apprentissage est encore lent au niveau de tous les acteurs et la population en général. On constate bien les limites et faiblesses de cette nouvelle approche mais déjà elle démontre toute sa potentialité. Comme au niveau international, en Afrique et en Asie particulièrement c'est peut-être tout l'avenir du « Mass Market » ou des marchés émergents qui se dessine en Haïti!

Sécurité et Protection sociale

Depuis 2013 avec le lancement de la « Table Sectorielle de Protection et Promotion Sociale »sous la direction du Ministère des Affaires Sociales, les discussions autour de la Protection et Sécurité sociale sont plus fréquent en Haïti dans l'industrie des assurances.

Tout le monde a droit à un minimum de bien-être dans sa vie. Cependant, à tout moment dans notre cycle de vie nous sommes sujets à des risques naturels, médicaux, anthropiques ou sociaux qui peuvent affecter la qualité de notre vie. La protection sociale c'est donc l'ensemble des mécanismes de prévoyance collective qui permettent aux individus et ménages de faire face aux conséquences financières de ces risques. Elle regroupe : la branche contributive et la branche non contributive.

La branche contributive appelée aussi Sécurité Sociale comprend les assurances privées et les assurances publiques (ONA – OFATMA) qui donnent droit particulièrement aux employés à des couvertures contre les risques de décès, maladie, maternité, invalidité, vieillesse et accidents du travail. Les cotisations sont financées conjointement par les employeurs et les employés.

La branche non contributive comprend tous les programmes d'assistance et de promotion sociale de l'état tels que la Caisse d'Assistance Sociale (CAS), le fonds d'assistance économique et sociale (FAES), l'institut du bien-être social et de recherches (IBESR), l'institut national de formation professionnelle (INFP), l'entreprise publique de promotion de logements sociaux (EPPLS) mais aussi toutes activités des ONG qui rentrent dans ce champ. Les programmes sont financés par les taxes ou le support des bailleurs de fonds internationaux.

Il est évident que, compte tenu de notre vulnérabilité, tout le monde en Haïti a un besoin de protection. Les travailleurs aussi bien que les jeunes, les chômeurs et les vieillards ont tous droit à une protection en cas de risques. En tant que citoyen l'état doit garantir les droits sociaux de tous. La complémentarité des outils financiers publics et privés constitue indiscutablement la voie pour la réussite des politiques de protection sociale à travers le monde. En ce sens un document de Politique Nationale de Protection et Promotion sociale est en cours d'élaboration. La AIC souhaite du succès à la Commission et aux suivis nécessaires pour sa mise en œuvre et son application pleine et entière à tous les niveaux de la vie nationale.

BucoFisc

Bureau de Comptabilité et d'Assistance Fiscale

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS INDÉPENDANTS

Aux Membres du Conseil d'Administration
ALTERNATIVE INSURANCE COMPANY S.A. « AIC »

Nous avons vérifié les états financiers consolidés de la **ALTERNATIVE INSURANCE COMPANY S.A.** et sa filiale dénommée **Société Caribéenne de Développement et d'Investissement S.A.** comprenant le bilan consolidé au 30 septembre 2018, les états consolidés des résultats, des variations des capitaux propres et du tableau des flux de trésorerie consolidé de l'exercice terminé à cette date ainsi que les principales conventions comptables et notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de la préparation et de la bonne présentation de ces états financiers consolidés en accord avec les Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière. Cette responsabilité inclut la définition et la mise en place du contrôle interne nécessaire à la préparation et à la bonne présentation de ces états financiers qui sont exempts de toute inexactitude matérielle due à la fraude ou à l'erreur, dans la sélection et l'application des procédures comptables appropriées et dans l'établissement des estimations comptables raisonnables dans les circonstances.

Responsabilité des vérificateurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés à partir de notre vérification effectuée selon les Normes Internationales de Vérification. Ces normes exigent le respect des règles d'éthique et que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés. Les procédures définies dépendent du jugement du vérificateur qui comprend l'évaluation des risques d'erreurs

329, Bourdon
(Angle Bourdon et 2ème ruelle Nazon)
B.P. 19161, Port-au-Prince
HT 6110, Haïti
Tél.: (509) 2244-2351, 2245-2498, 2944-2351
Tél. / Fax : (509) 2245-3915
bucofisc@yahoo.fr
info@bucofisc.com

matérielles dans les états financiers consolidés dus à la fraude ou à l'erreur. Dans l'établissement de ces évaluations de risques, le vérificateur considère la pertinence des contrôles internes de l'entreprise nécessaires à la préparation et la bonne présentation des états financiers dans le but de définir les procédures de vérification appropriées dans les circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de l'intégralité du système de contrôle interne de l'entreprise. Une vérification comprend également l'évaluation de l'opportunité et du caractère raisonnable des procédures comptables suivies et des estimations comptables faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Nous croyons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et pertinents pour servir de fondement à notre travail de vérificateur.

Opinion

A notre avis, les états financiers consolidés donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière consolidé de la **ALTERNATIVE INSURANCE COMPANY S.A.** et de sa filiale la **Société Caribéenne de Développement et d'Investissement S.A.** au 30 septembre 2018, ainsi que des résultats consolidés de son exploitation et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice arrêté à cette date, selon les Normes Internationales de Présentation de l'information Financière.

Joseph PAILLANT, FCPAH
BUCOFISC
Port-au-Prince, le 10 Avril 2019

RAPPORT FINANCIER

À notre avis, les bilans consolidés et les comptes de résultats de revenus présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Alternative Insurance Company S.A. au 30 septembre 2018. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la gestion de l'entreprise; notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos audits. Nous avons effectué nos audits de ces états financiers, conformément aux normes de vérification généralement reconnues qui exigent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'anomalies importantes. Un audit consiste à examiner, sur la base d'un contrôle, les éléments probants justifiant les montants et les informations figurant dans les états financiers; en outre, il sert à évaluer les principes comptables suivis et les estimations importantes faites par la direction, et à évaluer la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que nos audits fournissent une base raisonnable pour l'opinion exprimée ci-dessus.

- Joseph PAILLANT, FCPAH BucoFisc

Etats de Résultats

Malgré un contexte économique difficile qui a eu un impact significatif sur le marché de l'assurance, et en dépit des émeutes de juillet 2018, AIC a su maintenir sa rentabilité.

Représenté en milliers de gourdes

États de Résultats	2018	2017
Primes émises	1,075,769	1,013,955
Primes nettes	856,913	833,199
Charge de sinistre	(471,464)	(416,115)
Marge Brut	**385,449**	**417,084**
Profit Brut après autres revenus et dépenses	38,475	109,837
Taxes	(12,220)	(34,088)
Profit Net	**26,255**	**75,748**

Bilan

Au 30 septembre 2018, selon les calculs de Solvabilité I, le capital social de la AIC demeure considérablement supérieur au standard requis. AIC a pu renforcer son bilan grâce à des investissements stratégiques à court et à long terme.

Représenté en milliers de gourdes

Bilan	2018	2017
Actifs		
Encaisse	14,094	22,374
Total actifs court terme	547,447	430,867
Total actifs long terme	1,419,801	980,584
Autres actifs	187	187
Total actifs	1,984,050	1,434,012
Passifs		
Réserves techniques	763,548	585,256
Total passifs court terme	383,650	305,165
Total passifs long terme	479,265	318,897
Total passifs	1,626,548	1,209,318
Avoir des actionnaires	357,586	224,693
Total passifs et avoir des actionnaires	1,984,050	1,434,012

Ratio Clé

Depuis sa création, la AIC est fière de la rapidité et de l'efficacité avec lesquelles elle traite ses réclamations. Aujourd'hui, la AIC a injecté plus de 3 milliards de gourdes dans l'économie du pays. La AIC s'appuie sur un programme de réassurance solide qui a permis de régler rapidement les demandes d'indemnités découlant des émeutes de juillet 2018, aidant ainsi les clients à se relever.

Ratio Clé	2018	2017
Réclamations payés	100%	100%
Performance		
Rendement sur actif ROA	1%	5%
Rendement sur fonds propres ROE	7%	32%

Ventilation Portefeuille

La AIC propose une gamme de produits très diversifiée avec des couvertures adaptées à tous les types de besoins. Les produits «Vie et Santé» ont augmenté de 4% dans la distribution globale de la AIC par rapport à l'année précédente. Les produits « non-vie » continuent d'être très populaires auprès des clients.

Ventilation portefeuille	2018	2017
Vie et santé	39%	35%
Non-Vie	61%	65%

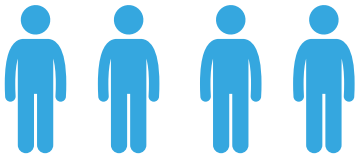
INDICATEURS SOCIAUX

Malgré une année extrêmement difficile marquée par une détérioration des indicateurs sociaux économiques avec un appauvrissement continue de la population haïtienne, la AIC a pu quand même augmenter son taux de pénétration d'assurance de 6,25% passant globalement de 80,000 à 85,000 assurés environ.

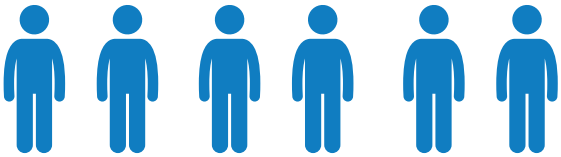
Ces Indicateurs clés témoignent de cet effort social à pénétrer toutes les couches de la population y compris les personnes âgées et les retraités:

Pourcentage de Clients Prime Mensuelle -10 USD | 89%

Parmi les 89%



Pourcentage de Femmes 40%



Pourcentage d'Hommes 60%

Parmi les 40% de Femmes

Pourcentage de Femmes - 60 ans 78%

Pourcentage de Femmes 60 ans et + 22%

Parmi les 60% d'Hommes

Pourcentage d'Hommes de - 60 ans 82%

Pourcentage d'Hommes de 60 ans et + 18%

Le besoin d'Assurance Maladie de la population reste encore la priorité de la AIC. Elle représente 69% de son portefeuille total suivi de l'assurance funéraire 27%. Des besoins clairement exprimés par la population surtout dans un contexte d'absence de protection sociale pour garantir ses droits à une protection contre ces risques.

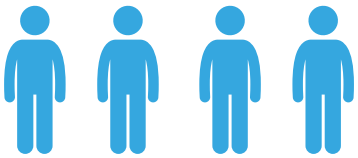
Pourcentage d'assurés par produits	
Assurance Vie Terme	3%
Assurance Funéraire	27%
Assurance Vie Universelle + Épargne	1%
Assurance Maladie	**69%**

Parmi les 69% d'Assurance Maladie	
Pourcentage avec Famille	64%
Nombre moyen dépendants par Famille	4
Total Assurés employés plus dépendants	85,000
Pourcentage de Femmes	**35%**
Pourcentage d'Hommes	**65%**

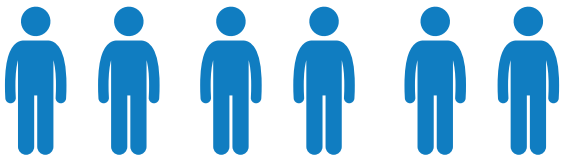
La répartition du portefeuille des Assurances de Personnes est très révélatrice de l'impact social de la AIC sur la population assurée. 3% de clients possèdent une assurance Vie, 27% une assurance funéraire et 69% bénéficient d'une assurance accident, maladie et maternité.

Au niveau de l'Assurance Maladie et maternité 64% des employés assurés sont en famille avec une moyenne de 4 dépendants par famille, soit une population totale assurée de 85,000 personnes environ. 35% des employées assurées sont des femmes et 65% des hommes.

Pourcentage de personnes assurées par sexe:



Pourcentage de Femmes 41%



Pourcentage d'Hommes 59%

Parmi les 41% de Femmes

Pourcentage de femmes - 60 ans 78%

Pourcentage de femmes 60 ans et + 22%

Parmi les 59% d'Hommes

Pourcentage d'Hommes de - 60 ans 82%

Pourcentage d'Hommes de 60 ans et + 18%

NOTRE ENGAGEMENT ENVERS LE SECTEUR

La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), a émergé comme une tendance au cœur de laquelle les entreprises génèrent des actions dans une optique de restitution à leurs clients et aux communautés dans lesquelles elles évolues. L'évolution de cette approche, qui est passée d'initiatives philanthropiques à un modèle devenu aujourd'hui un axe transversal de l'action des entreprises, a véritablement permis que la RSE transcende toutes les actions de nos sociétés, et ait un véritable impact sur la vie de nos concitoyens.

À AIC, la RSE joue un rôle majeur dans notre approche des modèles d'affaires, et nous continuons d'améliorer la qualité de la vie de nos concitoyens en apportant notre concours aux activités sociales pour des solutions profitables aux communautés.

Que ce soit à travers la culture, les sports, l'éducation, et la protection de l'environnement, notre volonté est de contribuer positivement au développement de notre Pays.

Plutôt que d'effectuer des actions isolées, nous avons choisi de nous concentrer sur des domaines qui sont à la fois authentiques et étroitement liés à nos objectifs commerciaux.

En 2018, AIC a décidé de participer aux initiatives suivantes pour élargir les espaces d'éducation financière, et de réseautage commercial, qui viennent en appui des efforts de notre entreprise pour mieux éduquer les Haïtiens sur la valeur de notre secteur d'activités :

La 8ème édition du Sommet International de la Finance. Le Financement de l'Agro-business en Haïti et le « Bitcoin: Fiction ou Réalité? » organisée par le Groupe Croissance en partenariat avec la Banque de la République d´Haïti (BRH) et ProFin, avec la participation de diverses institutions publiques. AIC a sponsorisé l'événement qui a consisté d'une discussion portant sur le secteur des assurances, sur la nécessité de créer une entité de supervision de notre secteur, sur l'assurance-récolte pour nos agriculteurs, ainsi qu'un panel sur l'évolution de l'industrie des assurances en Haïti.

Le symposium ''Vers une Fiscalité Inclusive'' organisé par BUCOFISC pour la recherche de moyens de faciliter une pratique fiscale plus équitable et plus transparente.

Le tout premier Forum sur L´Arbitrage pour de meilleures relations d´affaires, un espace où des experts ont pu discuter du processus d'arbitrage

La Conférence des Rotariens du District 7020, organisée par le Rotary International dans le but d'ouvrir des opportunités pour les entreprises et les entrepreneurs haïtiens dans le but d'élargir les réseaux d'affaires à l'intérieur de la région caraibe.

Année après année, nous continuons d'appuyer et de conclure des partenariats avec des entreprises qui partagent avec nous les mêmes valeurs, et dont le but primordial est de créer un impact positif sur notre société dans son ensemble, pour que nous parvenions à un développement économique et social, et que nous puissions améliorer le climat des affaires dans notre pays.

RSE

À AIC, la RSE joue un rôle majeur dans notre approche des modèles d'affaires, et nous continuons d'améliorer

LA QUALITÉ DE LA VIE

de nos concitoyens en apportant notre concours aux activités sociales pour des solutions profitables aux communautés. Que ce soit à travers la culture, les sports, l'éducation, et la protection de l'environnement, notre volonté est de contribuer positivement au développement de notre Pays.

Alternative
Insurance
Company

(509) 28 12 63 00

contact@aic.ht

www.aic.ht